

DÉCLARATION DE GLASGOW : UN ENGAGEMENT POUR UNE DÉCENNIE D'ACTION CLIMATIQUE DANS LE TOURISME

Nous savons depuis longtemps que notre dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles, l'utilisation non durable des terres et les modes de consommation qui sont source de gaspillage contribuent aux changements climatiques, à la pollution et à l'appauvrissement de la diversité biologique. Récemment, la COVID-19 nous a fait prendre davantage conscience du lien entre ces impacts et les risques pour la santé humaine.

Il est crucial de rééquilibrer notre rapport à la nature pour régénérer à la fois son état de santé écologique et notre propre bien-être personnel, social et économique. C'est aussi crucial pour le tourisme, qui dépend d'écosystèmes prospères et nous relie à eux. Restaurer la nature – et notre rapport à la nature – sera fondamental pour que notre secteur se relève de la pandémie, mais aussi pour sa prospérité et sa résilience futures.

Nous manifestons notre engagement partagé de mobiliser toutes les parties prenantes pour transformer le tourisme en vue d'assurer une action climatique efficace. Nous soutenons l'engagement mondial de réduire les émissions de moitié d'ici 2030 et de réduire à zéro les émissions le plus tôt possible avant 2050. Nous alignerons systématiquement nos actions sur les recommandations scientifiques les plus récentes, pour garder le cap fixé sur une élévation des températures ne dépassant pas 1,5°C audessus des niveaux préindustriels d'ici 2100.

D'après la dernière étude en date de l'OMT et du FIT, les émissions de CO2 du tourisme ont augmenté d'au moins 60 % entre 2005 et 2016, les émissions de CO2 liées aux transports intervenant pour 5 % dans les émissions mondiales en 2016. À moins d'accélérer la décarbonation, les émissions de CO2 du secteur pourraient augmenter de 25 % ou plus d'ici 2030 par rapport à 2016.

Comme exposé dans la Vision One Planet pour une reprise responsable du secteur du tourisme post- COVID-19, prendre un engagement et des dispositions pour une reprise verte est un excellent moyen de transformer le secteur dans le droit fil des objectifs de l'Accord de Paris. Si l'on renonce sans plus attendre à offrir des expériences touristiques à forte intensité de carbone et de matériaux, pour s'attacher en priorité au bien-être des populations et des écosystèmes, alors le tourisme pourra être aux avant-postes de la transformation vers un avenir bas carbone.

L'alternative, c'est que la vulnérabilité empire. Les changements climatiques, la pollution et la perte de biodiversité mettent en péril la plupart des activités touristiques. L'élévation du niveau des mers, l'augmentation de la fréquence des inondations et les autres phénomènes météorologiques extrêmes menacent les moyens d'existence des populations partout dans le monde, depuis l'infrastructure et les chaînes d'approvisionnement jusqu'à la sécurité alimentaire.

Les impacts des changements climatiques se ressentent le plus parmi les groupes sousreprésentés et vulnérables, comme les femmes, les populations autochtones, les personnes en situation de handicap et les petits États insulaires. Une transformation juste et inclusive du tourisme doit faire une place prioritaire à leurs aspirations et à leurs besoins, comme à ceux des jeunes générations qui, dans le cas contraire, paieront le prix fort de notre inaction.

Une transition juste à zéro émission nette avant 2050 ne sera possible que si la reprise du tourisme s'accompagne d'une accélération du passage à une consommation et à une production durables, et qu'à l'avenir la notion de réussite ne recouvre pas seulement la valeur économique, mais plutôt la régénération des écosystèmes, de la biodiversité et des populations.

Un plan coordonné d'action climatique dans le tourisme

La présente déclaration vise à piloter et à aligner l'action pour le climat de l'ensemble des parties prenantes du tourisme, dont les organismes gouvernementaux et institutionnels, les donateurs et les institutions financières, les organisations internationales, la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires.

Nous, les signataires, nous engageons à présenter des plans d'action pour le climat dans un délai de 12 mois suivant la signature et à les mettre à exécution dans ce but.

Si nous avons déjà établi des plans, nous nous engageons à les actualiser ou à les exécuter au cours de la même période, en accord avec la présente déclaration.

Nous nous engageons à rendre compte publiquement à la fois des progrès accomplis par rapport aux objectifs à mi-parcours et à long terme et des actions entreprises, au minimum à un rythme annuel.

En vue d'aligner l'action climatique de l'ensemble des acteurs du tourisme, nous nous fixons cinq axes d'intervention communs :

Mesure : Mesurer et communiquer toutes les émissions liées aux voyages et au tourisme. Faire en sorte que nos méthodologies et nos instruments soient conformes aux directives pertinentes de la CCNUCC pour la mesure, les comptes rendus et la vérification, et qu'ils soient transparents et accessibles.

Décarbonation : Fixer et réaliser des objectifs alignés sur l'état des connaissances climatologiques pour accélérer la décarbonation du tourisme. Cela vaut notamment pour les transports, l'infrastructure, l'hébergement, les activités, la restauration et la consommation de boissons, la gestion des déchets. La compensation peut tenir un rôle subsidiaire, mais doit venir en complément des réductions réelles.

Régénération: Restaurer et protéger les écosystèmes, favoriser la capacité d'absorption de carbone de la nature et préserver la biodiversité, la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau. Comme le tourisme est, pour une grande part, dans des régions parmi les plus immédiatement exposées aux impacts des changements climatiques, veiller à ce que le secteur puisse aider les populations touchées et à risque à accroître leur résilience, à s'adapter et à se préparer à faire face en cas de catastrophe. Aider les visiteurs et les populations réceptrices à être en meilleur équilibre avec la nature.

Collaboration: Communiquer les données factuelles sur les risques et les solutions avec toutes les parties prenantes et nos visiteurs, et travailler ensemble pour que nos plans soient aussi efficaces et coordonnés que possible. Renforcer la gouvernance et la capacité d'action à tous les niveaux, ce qui inclut les autorités nationales et infranationales, la société civile, les grandes entreprises et les PME, les groupes vulnérables, les populations locales et les visiteurs.

Financement : Veiller à ce que les ressources et les capacités organisationnelles soient suffisantes pour atteindre les objectifs énoncés dans les plans pour le climat, notamment le financement de la formation, la recherche et l'application de mesures budgétaires et de moyens d'action efficaces, selon qu'il convient, pour accélérer la transition.

Nous prenons l'engagement de présenter des plans suivant ces axes d'intervention pour réduire les émissions du tourisme de moitié au cours de la prochaine décennie et atteindre zéro émission nette le plus tôt possible avant 2050.